



# ODOXA

L'Opinion tranchée

## Les Français et les services publics locaux

*Baromètre Odoxa pour l'IGD (Institut de la Gestion Déléguée)*

LEVÉE D'EMBARGO LE 17 NOVEMBRE 2025

Sondage réalisé pour



Institut de la  
**gestion déléguée**

# Méthodologie



## Recueil

Enquête réalisée par Internet les **20 et 21 août 2025**.



## Echantillon

Echantillon de **1 004 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

# Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

*Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].*

# « L'œil du sondeur » : synthèse des enseignements-clés du baromètre selon Gaël Sliman, président d'Odoxa

Les services publics locaux seront un enjeu clé pour les municipales :  
*77% des électeurs disent que ce sujet aura un impact important dans leur vote*

La satisfaction des Français à l'égard de leurs services publics locaux est en chute libre :

1) 54% en sont satisfaits contre 46% mécontents, soit une chute de 33 pts depuis 2006 et de 10 pts depuis 2022. Pire encore 80% des Français pensent que leur qualité va encore se détériorer à l'avenir (+15 pts en trois ans)

Pourtant, ou à cause de cela, ils seront un enjeu clé des élections municipales :

- 2) 87% des Français assurent que les services publics constitueront un enjeu « important » voire « très important » dans les programmes des candidats aux élections municipales de 2026.
- 3) D'ailleurs, ce sujet pourra peser très lourd dans leur vote : 77% des électeurs disent qu'il aura un impact important dans leur vote, soit 13 pts de plus que lors de la présidentielle de 2022 et 18 pts de plus que pour celle de 2017

Alors que les Français savent que l'Etat et les collectivités doivent désormais limiter leurs dépenses, mais qu'ils ne veulent pas sacrifier leurs services publics, le thème de la Gestion Déléguée devrait s'imposer dans la campagne :

4) D'ailleurs, 55% des Français pensent qu'il « est légitime de choisir la gestion déléguée plutôt que la directe » si la collectivité conserve bien le contrôle de la responsabilité finale (ce qui est toujours le cas).

Synthèse détaillée en page 20



# I – Rapport des Français aux services publics locaux et impact de ce sujet dans leur vote aux municipales

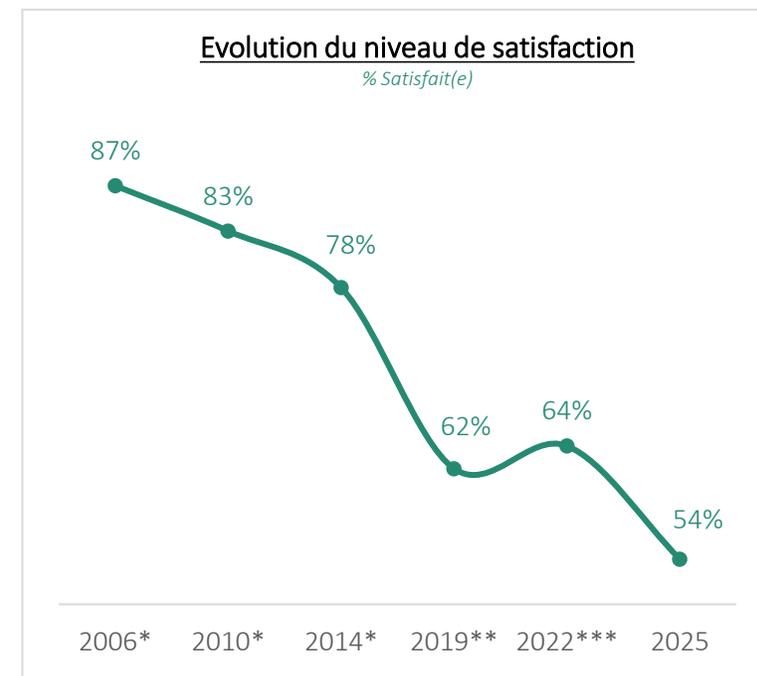
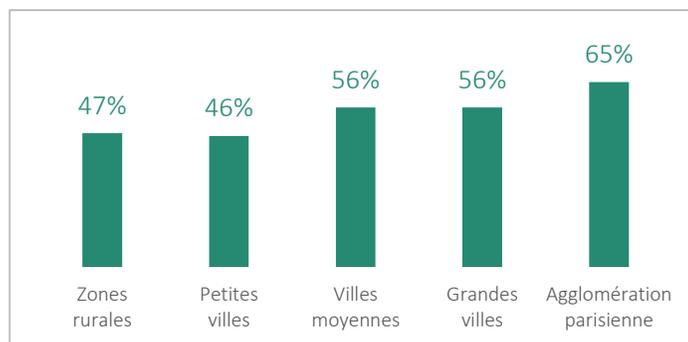
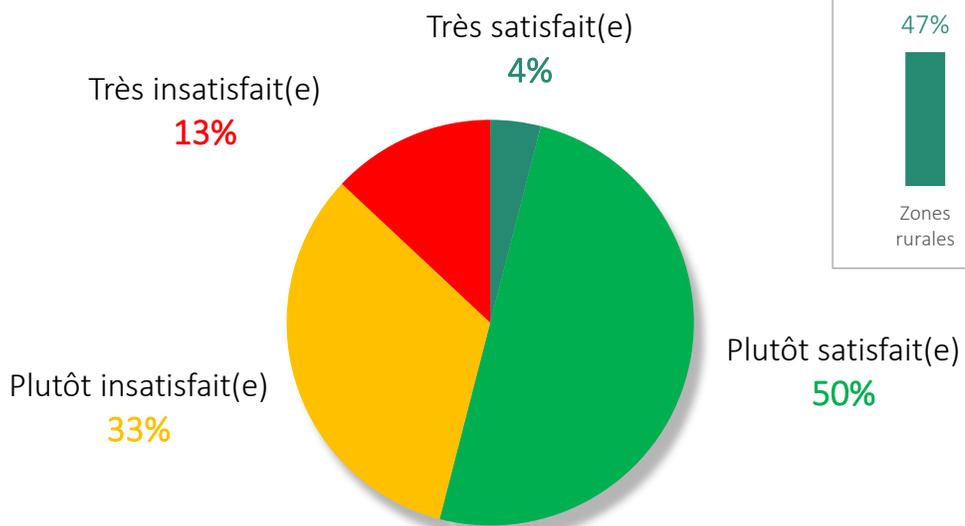
# La satisfaction des Français à l'égard de leurs services publics locaux est toujours majoritaire (54% vs 46%) mais elle décroît continûment depuis une vingtaine d'années



Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes GLOBALEMENT très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) des services publics locaux dont vous êtes l'utilisateur ?

**% Insatisfait(e) : 46%**

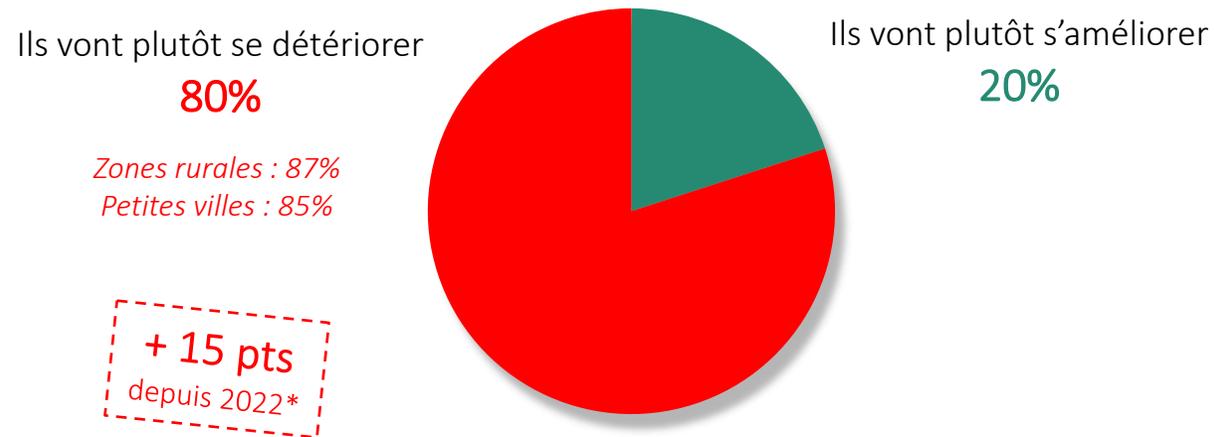
**% Satisfait(e) : 54%**



Cette tendance négative devrait se prolonger selon les Français : 80% d'entre eux pensent que la qualité des services publics locaux va encore se détériorer à l'avenir... soit un accroissement de 15 pts en trois ans



Pensez-vous qu'à l'avenir les services publics locaux vont plutôt s'améliorer ou plutôt se détériorer ?



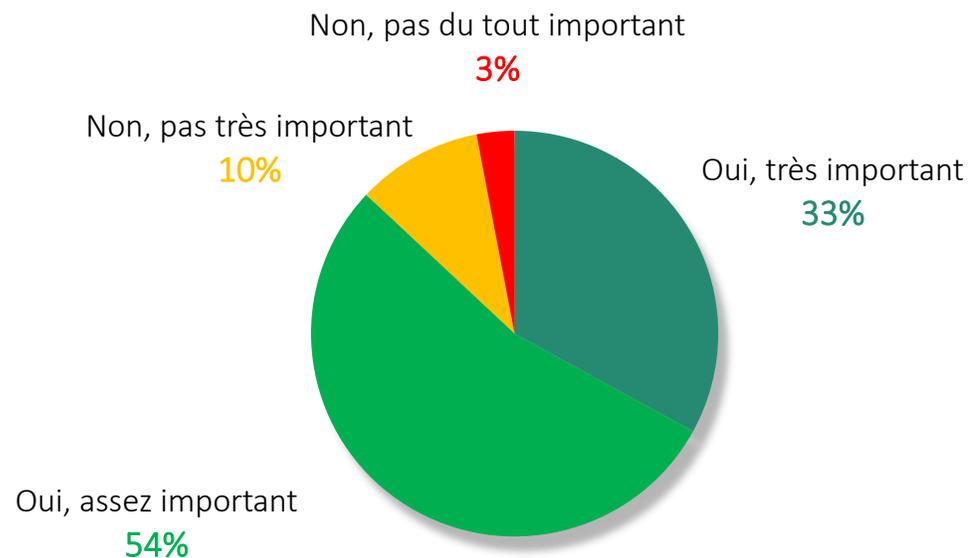
# En tout cas, pour 87% des Français, la question des services publics constituera un enjeu « important » voire « très important » (33% le pensent) dans les programmes des candidats aux élections municipales de 2026



Lors des prochaines élections municipales en 2026, considérez-vous cette question des services publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, comme un sujet important dans les programmes des candidats/listes qui vous seront proposés ?

**% Pas important : 13%**

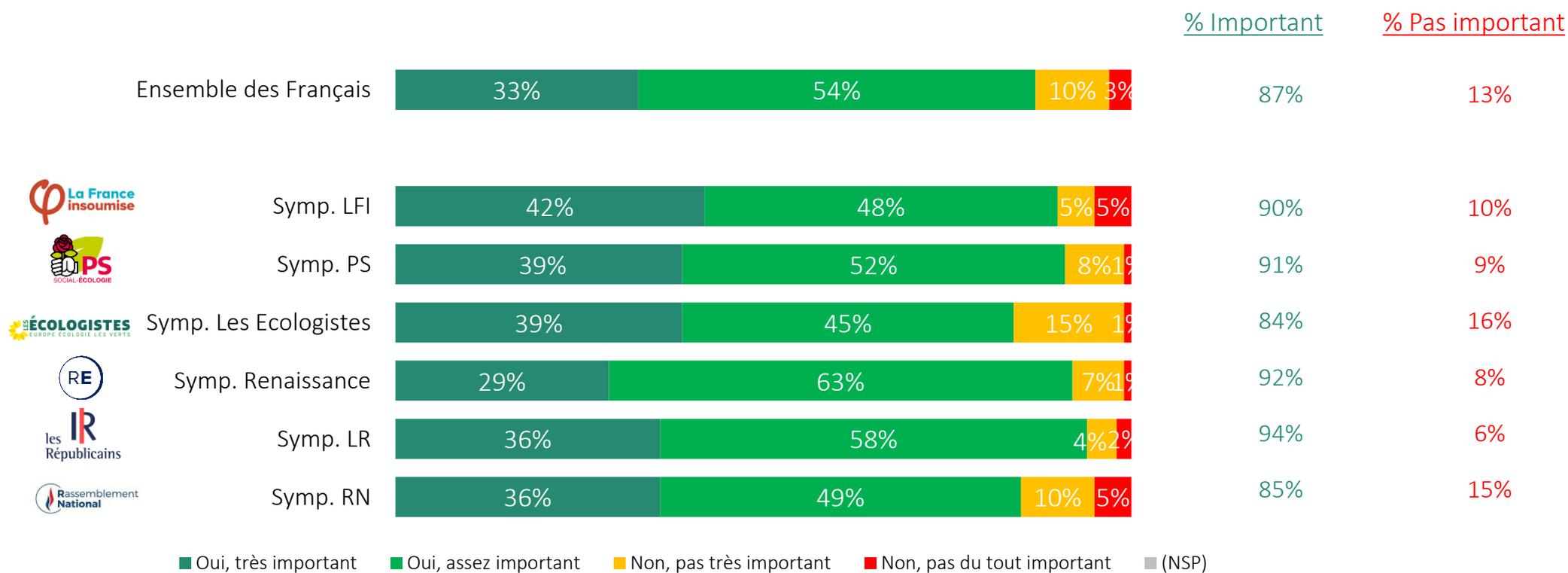
**% Important : 87%**



# Cette importance prêtée au thème des services publics pour les municipales de 2026 est transpartisane : elle oscille entre 84% et 94% quelle que soit la proximité partisane des personnes interrogées



Lors des prochaines élections municipales en 2026, considérez-vous cette question des services publics, qu'ils soient nationaux ou locaux, comme un sujet important dans les programmes des candidats/listes qui vous seront proposés ?

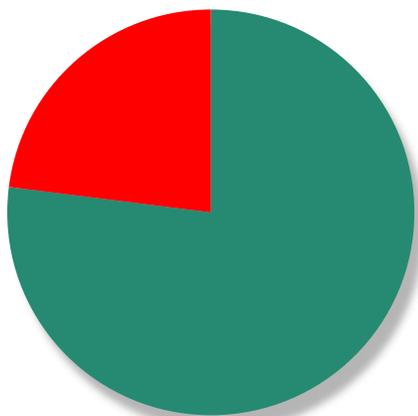


# L'impact des propositions faites par les candidats sur services publics sera décisif dans le choix des électeurs au moment du vote : 77% des électeurs assurent que cela aura un impact important



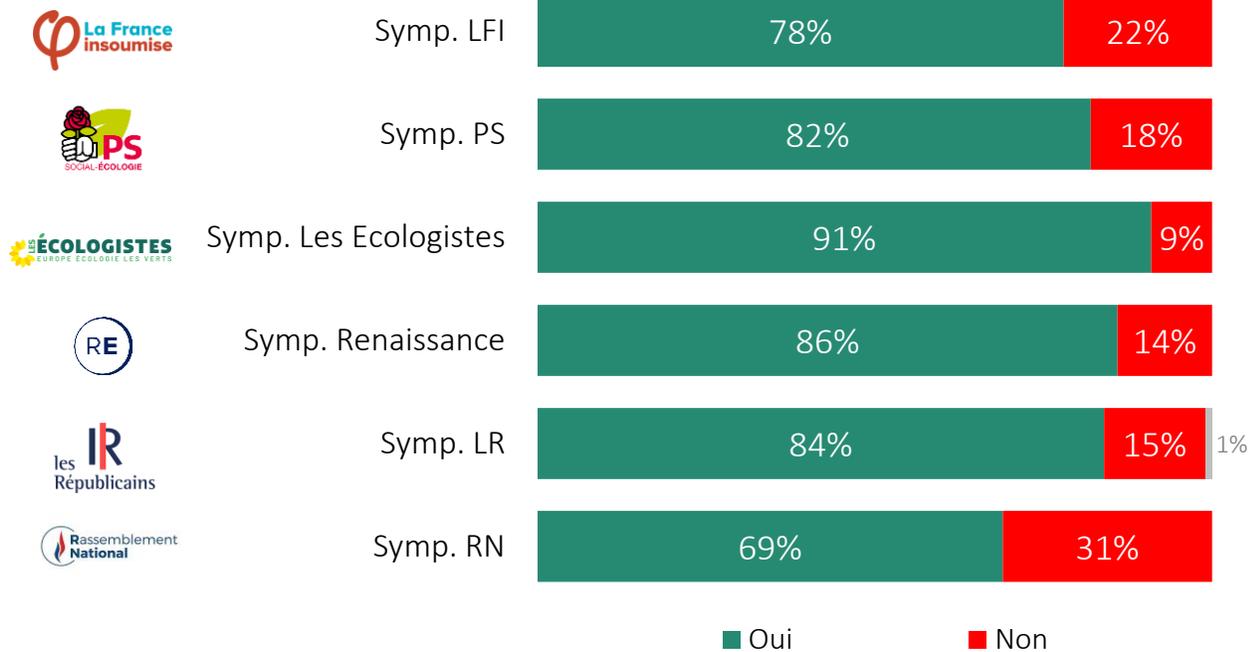
Et diriez-vous que les propositions que feront les candidats à ce sujet sont susceptibles d'avoir un impact sur votre choix au moment du vote ?

Non  
23%



Oui  
77%

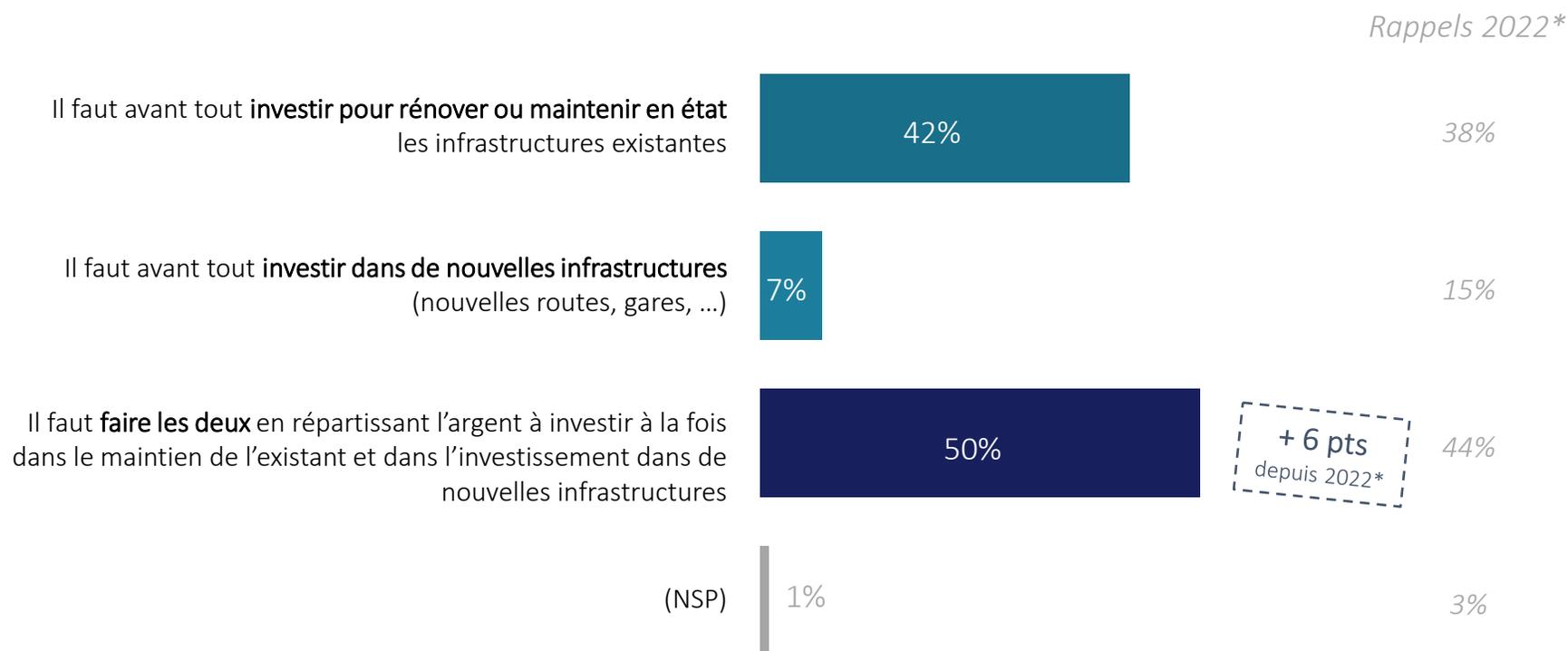
+ 13 pts  
depuis 2022\*  
Et  
+ 18 pts  
depuis 2017\*\*



# Les Français souhaitent que l'on investisse à la fois dans le maintien des services publics locaux existants ET aussi dans de nouvelles infrastructures



S'agissant de vos services publics locaux, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, pensez-vous qu'il faut prioritairement investir dans de nouvelles infrastructures ou au contraire qu'il faut investir pour rénover ou maintenir en état les infrastructures existantes ?

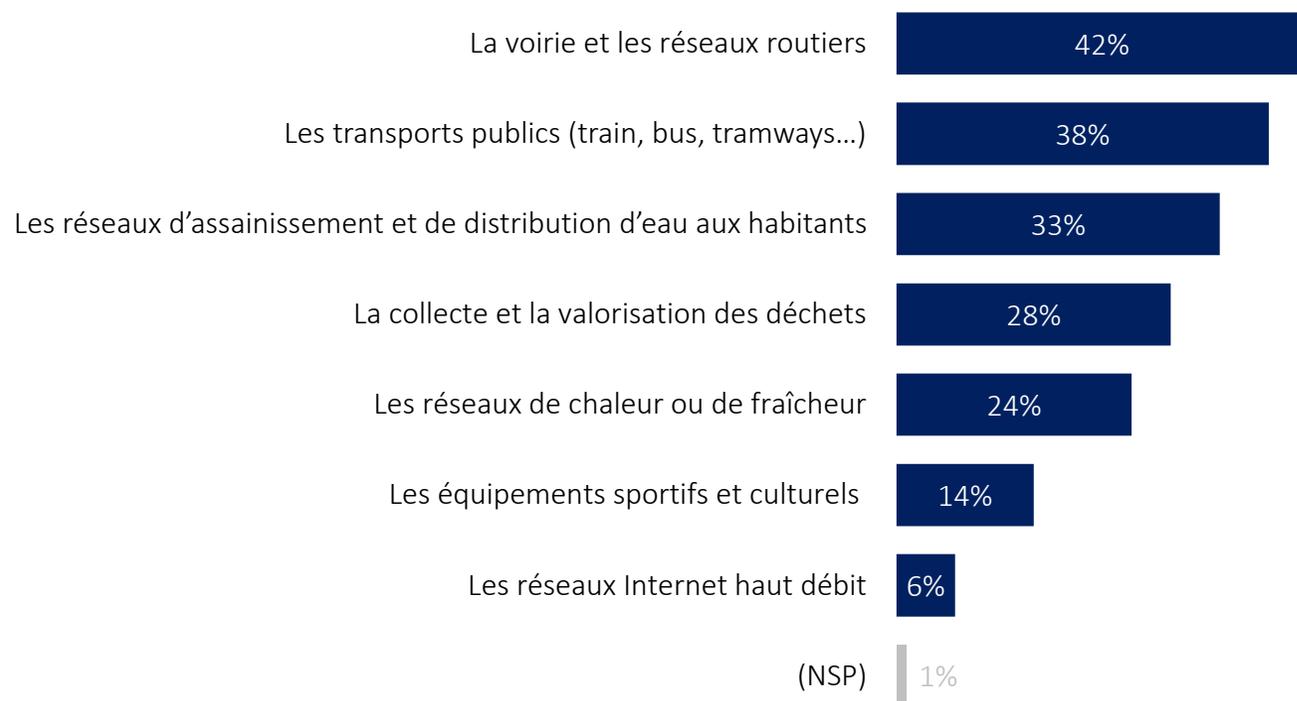


\* Sondage Odoxa pour l'IGD, publié le 24/03/2022

# Pour les Français, les services publics locaux dans lesquels il faudrait le plus investir sont la voirie et les réseaux routiers, les transports publics et les réseaux d'assainissement et de distribution d'eau



Et dans lesquels des grands services publics locaux suivants pensez-vous qu'il faudrait le plus investir ?  
*2 réponses possibles*

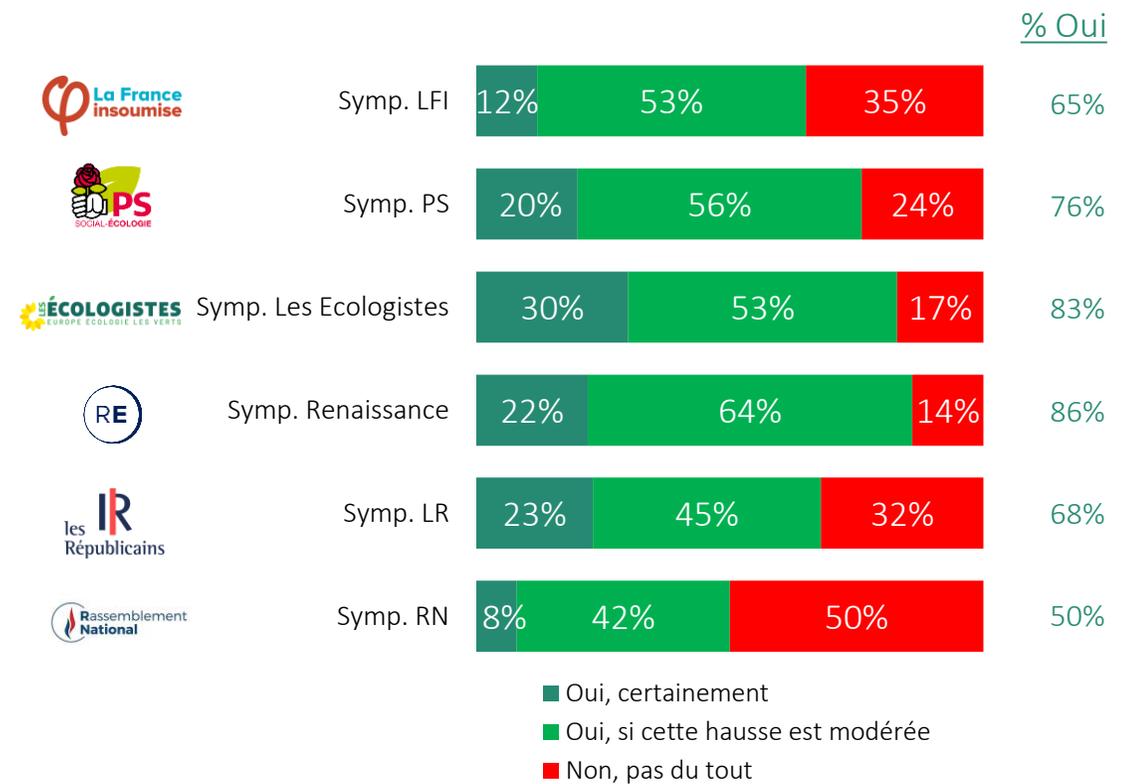
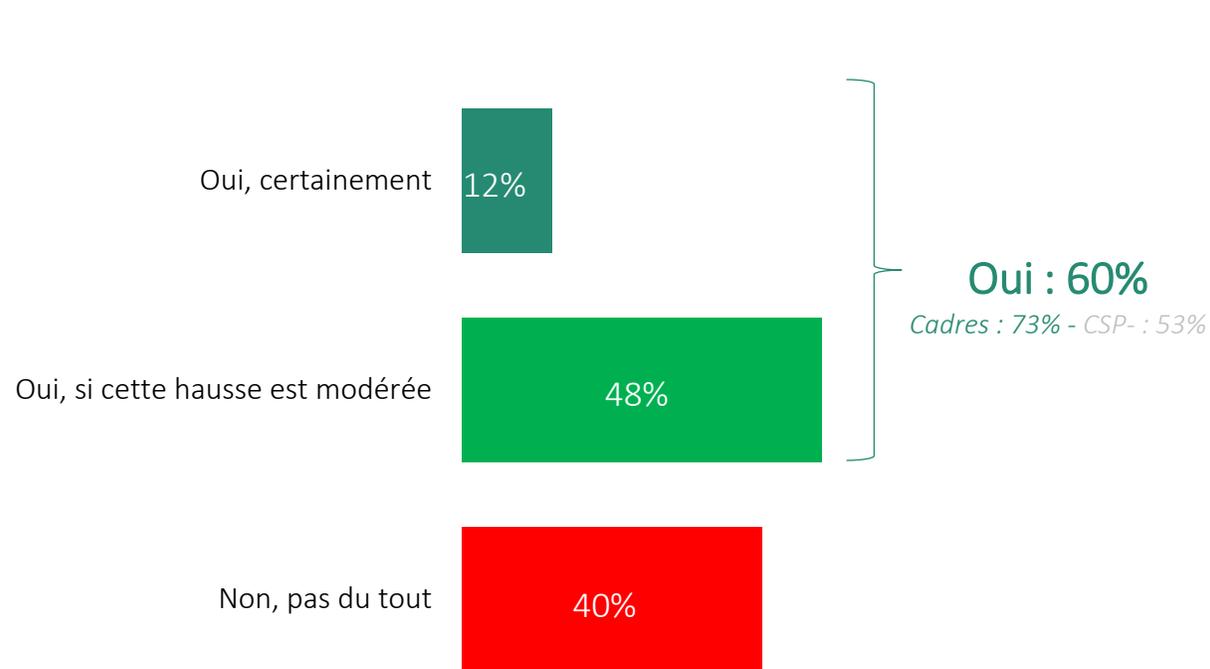


 Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

# L'ère du « green washing » est bien terminée : 60% des Français seraient prêts à accepter une hausse du coût d'un service public pour investir dans la transition écologique



Seriez-vous prêt(e) à accepter une légère hausse du coût d'un service public si cela permet d'investir durablement dans la transition écologique ?





## II – Connaissance et opinions sur la gestion directe et la gestion déléguée des services publics locaux

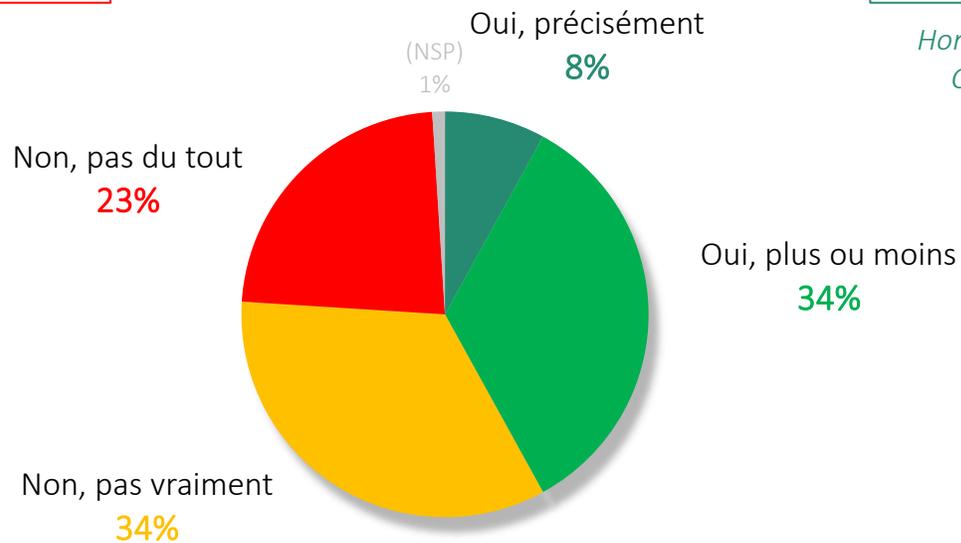
42% des Français savent ce qu'est la « gestion directe » et la « gestion déléguée » d'un service public local. La connaissance est donc encore minoritaire mais elle progresse : elle était de 30% en 2008 et de 39% en 2017, soit une progression de 12 pts (soit +40%) en 17 ans. Les cadres sont déjà près de 6 sur 10 (59%) à la connaître



Savez-vous ce qu'est la gestion directe et ce qu'est la gestion déléguée d'un service public local ?

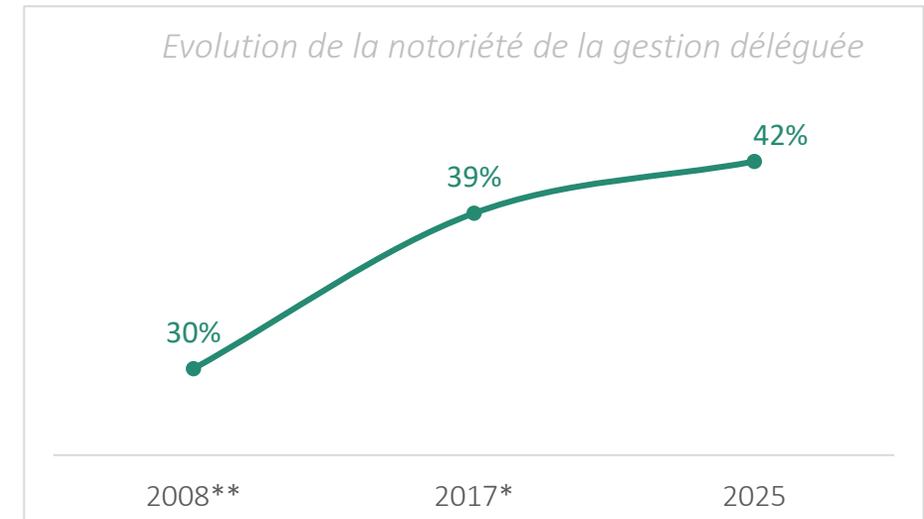
**% Non : 57%**

**% Oui : 42%**



Hommes : 53% - Femmes : 32%  
Cadres : 59% - CSP - : 33%

Evolution de la notoriété de la gestion déléguée



## Spontanément, 1 Français sur 2 estime que la gestion déléguée est une « bonne chose »



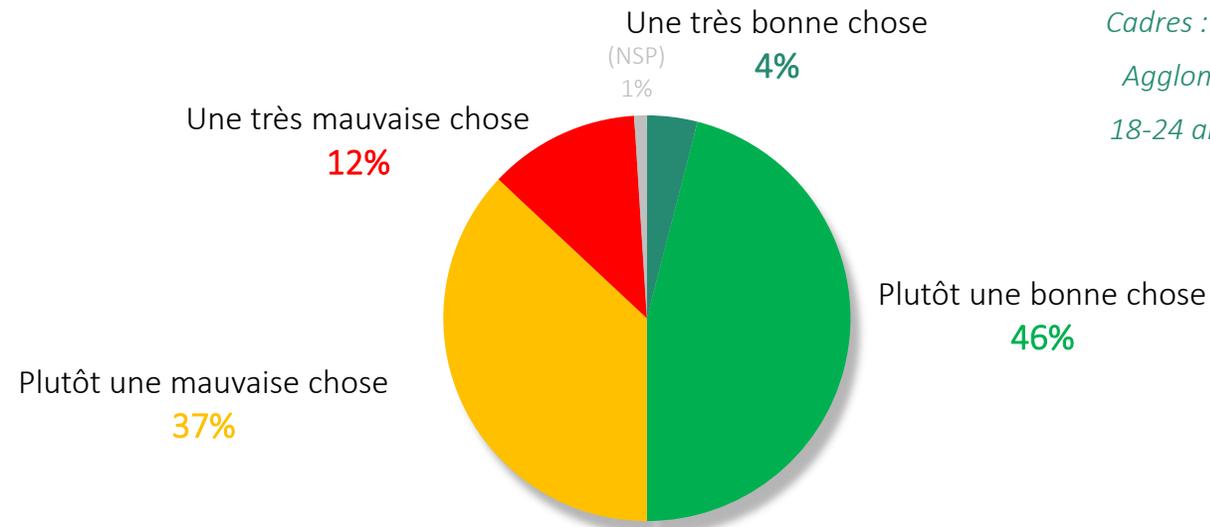
On parle de « gestion directe » d'un service public local lorsque la collectivité locale concernée assure elle-même l'exploitation et la gestion de ce service, grâce à des fonctionnaires locaux (régie/établissement public local).

On parle de « gestion déléguée » d'un service public lorsque la collectivité concernée délègue sous son contrôle l'exploitation et la gestion de ce service à une entreprise généralement privée, c'est le mode de gestion prépondérant en France.

Vous personnellement, diriez-vous que la gestion déléguée est une très bonne chose, plutôt une bonne chose, plutôt une mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?

**% Une mauvaise chose : 49%**

**% Une bonne chose : 50%**



*Cadres : 58% - Indépendants : 61%*  
*Agglomération parisienne : 62%*  
*18-24 ans : 72% - 25-34 ans : 57%*

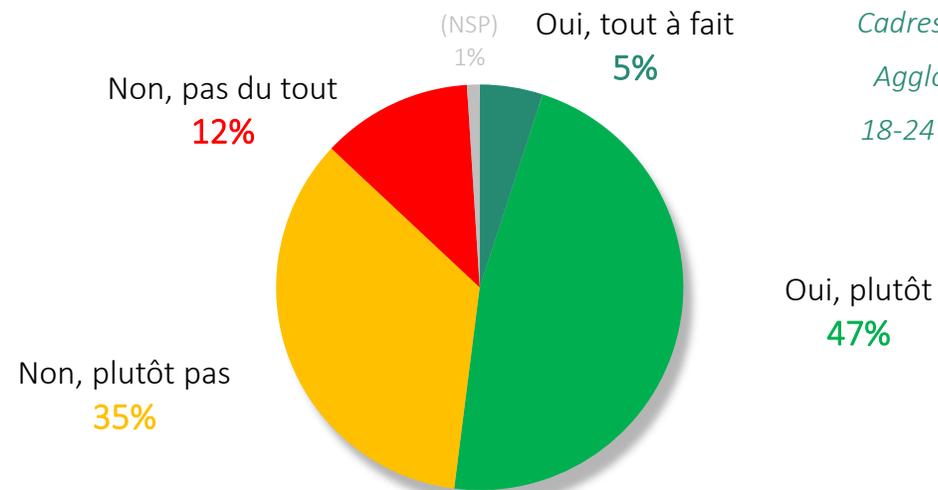
## 52% des Français pensent que la Gestion déléguée est un bon moyen pour maîtriser le montant des dépenses publiques sans sacrifier les dépenses d'investissement



La gestion déléguée est-elle selon vous un bon moyen pour que les collectivités parviennent à maîtriser le montant de leur dépense publique sans être obligées de sacrifier leurs dépenses d'investissement ?

**% Non : 47%**

**% Oui : 52%**



*Cadres : 61% - Indépendants : 62%*

*Agglomération parisienne : 63%*

*18-24 ans : 63% - 25-34 ans : 59%*

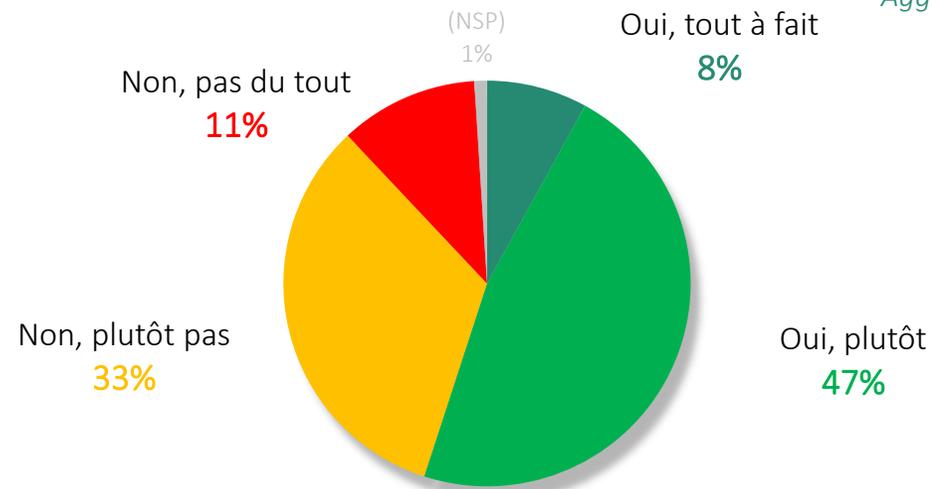
# En tout cas, les Français sont une nette majorité (55% vs 44%) à penser qu'il est légitime de choisir la gestion déléguée plutôt que la directe sachant que le contrôle de la responsabilité finale demeure toujours la prérogative de la collectivité



Sachant que la collectivité conserve en tout état de cause le contrôle et la responsabilité finale sur la bonne marche du service public, considérez-vous que choisir la gestion déléguée est aussi légitime que choisir la gestion directe ?

**% Non : 44%**

**% Oui : 55%**



*Cadres : 61% - Indépendants : 71%*

*Agglomération parisienne : 66%*

*18-24 ans : 73%*

Pour les Français, les critères les plus importants dans le choix du mode de gestion d'un service public local sont avant tout la qualité du service rendu (1<sup>er</sup> avec 45%) et le coût pour la collectivité (2<sup>ème</sup> avec 44%)



Quels critères devraient être, selon vous, les plus importants dans le choix du mode de gestion d'un service public local ?  
*2 réponses possibles*



 Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

# Synthèse détaillée (1/2)

Les services publics locaux seront un enjeu clé pour les municipales :  
*77% des électeurs disent que ce sujet aura un impact important dans leur vote*

## 1) Rapport des Français aux services publics locaux et impact de ce sujet dans leur vote aux municipales

La satisfaction des Français à l'égard de leurs services publics locaux est toujours majoritaire (54% vs 46%) mais elle décroît continûment depuis une vingtaine d'années : -33 pts depuis 2006 et -10 pts depuis 2022. Cette satisfaction est proportionnelle à la taille de l'agglomération habitée. La satisfaction est majoritaire dans les grandes et moyennes agglomérations, mais elle ne l'est pas dans les petites villes et les zones rurales

Cette tendance négative devrait se prolonger selon les Français : 80% d'entre eux pensent que la qualité des services publics locaux va encore se détériorer à l'avenir... soit un accroissement de 15 pts en trois ans.

En tout cas, pour 87% des Français, la question des services publics constituera un enjeu « important » voire « très important » (33% le pensent) dans les programmes des candidats aux élections municipales de 2026

Cette importance prêtée au thème des services publics pour les municipales de 2026 est en outre transpartisane : elle oscille entre 84% et 94% quelle que soit la proximité partisane des personnes interrogées.

Pour les Français, l'impact des propositions faite par les candidats sur les services publics sera décisif dans leurs choix en tant qu'électeurs au moment du vote : 77% assurent que cela aura un impact « important » (quel que soit leur orientation partisane) ; cela consacre une progression de 13 pts par rapport à son impact lors de la présidentielle de 2022 et de 18 pts par rapport à celle de 2017.

Et attention à bien proposer une dimension « durable » et à imaginer des solutions qui tiennent compte de la préservation de l'environnement, car, s'agissant des services publics aussi (comme pour les produits et les marques), l'ère du « green washing » est terminée : 60% des Français seraient ainsi prêts à accepter une hausse du coût d'un service public pour investir dans la transition écologique.

# Synthèse détaillée (2/2)

## 2) Connaissances et préférences des Français sur les modes de gestion des services publics locaux

S'agissant de l'investissement dans les infrastructures des services publics locaux, les Français souhaitent plus que jamais que l'on investisse à la fois dans le maintien de l'existant ET aussi dans de nouvelles infrastructures plutôt que de privilégier l'un des deux.

50% le souhaitent, soit une progression de 6 pts depuis 2022.

Ceux qui préfèrent « rénover ou maintenir en l'état » les infrastructures existantes sont bien plus nombreux (42% ; +4 pts depuis 2022) que ceux qui privilégient uniquement l'investissement dans de nouvelles infrastructures (7% ; division par 2 en 3 ans).

Pour les Français, les services publics locaux dans lesquels il faudrait le plus investir sont la voirie et les réseaux routiers (1<sup>er</sup> avec 42% de citations), les transports publics (2<sup>ème</sup> avec 38%) et les réseaux d'assainissement et de distribution d'eau (3<sup>ème</sup> avec 33%).

Ensuite s'agissant du mode de gestion des services publics – directe ou déléguée – les Français ont encore besoin d'être mieux informés, mais ils en savent davantage qu'auparavant et sont de moins en moins fermés à la gestion déléguée.

D'abord, 42% des Français savent aujourd'hui ce qu'est la « gestion directe » et la « gestion déléguée » d'un service public local. La connaissance est donc encore minoritaire mais elle progresse : elle était de 30% en 2008 et de 39% en 2017, soit une progression de 12 pts (soit +40%) en 17 ans. Et c'est une moyenne car les cadres, eux, sont déjà près de 6 sur 10 (59%) à en être bien informés.

Ensuite, la gestion déléguée suscite d'autant plus d'adhésion que l'on est informé de ses modalités de mise en œuvre :

Spontanément et sans information à son sujet, les Français se montrent partagés, 1 sur 2 (50% vs 49%) estimant que la gestion déléguée est une « bonne chose » ...

... mais ils sont déjà 52% à juger que la Gestion déléguée est un bon moyen pour maîtriser le montant des dépenses publiques sans sacrifier les dépenses d'investissement ...

... et surtout ils sont une nette majorité (55% vs 44%) à penser qu'il est légitime de choisir la gestion déléguée plutôt que la gestion directe, une fois qu'on leur précise que le contrôle de la responsabilité finale demeure toujours la prérogative de la collectivité.

En réalité, nos concitoyens sont pragmatiques sur ce sujet car pour les Français, les critères les plus importants dans le choix du mode de gestion d'un service public local sont avant tout la qualité du service rendu (1<sup>er</sup> avec 45%) et le coût pour la collectivité (2<sup>ème</sup> avec 44%).

*Gaël Sliman, président d'Odoxa*